

ARRETE N°2024/334

**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
(AOT) DU DOMAINE PUBLIC**

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code du commerce ;

Vu la délibération n°26-18 du 5 février 2018 relative à la tarification des redevances d'occupation temporaire du domaine public par des camions de restauration ambulante ;

Vu la délibération n°58-23 du Conseil de Communauté du 3 avril 2023 portant délégation d'attribution à la présidente,

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Vu la demande présentée par Monsieur Xavier JEAN, autoentrepreneur, inscrit au répertoire des métiers sous le n°388.442.774.RM 05, d'exercer son activité de commerce de restauration ambulante sur le parvis de l'hôtel de communauté, sis 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras, les vendredis 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 mars 2024,

Considérant que la CoVe intervient sur son domaine public en tant que propriétaire et gestionnaire du site de l'hôtel de communauté, à Carpentras ;

Considérant qu'au vu de la conformité du dossier, la demande est considérée recevable ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Xavier JEAN, autoentrepreneur, domicilié résidence Mozart, 125 boulevard de la République à Courthézon (84350), est autorisé à occuper le domaine public du parvis de l'hôtel de communauté pour l'exercice d'une activité de commerce de restauration ambulante les 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 mars 2024.

Article 2 : L'autorisation d'occupation du domaine public est précaire et révocable à tout moment, sans que le bénéficiaire puisse s'y opposer ou faire valoir aucun droit à maintien ou à indemnisation.

Elle sera résiliée en cas d'inexécution de tout ou partie de ses obligations par le bénéficiaire, ou encore en cas d'inoccupation régulière.

La CoVe, gestionnaire du domaine public, se réserve le droit de suspendre à tout moment l'autorisation, pour tout motif, sans que le bénéficiaire puisse s'y opposer ou faire valoir aucun droit à indemnisation. Toutefois, pendant ces périodes d'inoccupation à la demande de la CoVe, le bénéficiaire ne sera pas tenu de verser la redevance prévue aux articles 6 et 7 ci-dessous.

Article 3 : L'autorisation d'occupation du domaine public est strictement limitée au véhicule de restauration ambulante, à l'exclusion de toute installation mobile (chaises, tables, parasols, etc). Le bénéficiaire aura accès au réseau électrique de l'hôtel de communauté.

Article 4 : La présente autorisation est accordée exclusivement à son bénéficiaire, qui ne pourra ni la céder, ni la transférer, ni en faire bénéficier un tiers sous quelque forme que ce soit. Il devra veiller à utiliser cette autorisation en respectant la sécurité et la tranquillité publiques ainsi que l'intégrité du domaine public. En cas de dégradation du fait de son activité, les frais seront à sa charge.

Article 5 : Les installations du commerce ambulant devront être conformes aux normes de sécurité en vigueur et le bénéficiaire devra détenir toutes les attestations de sécurité nécessaires à son activité. Il devra obligatoirement être assuré contre les risques d'incendie, d'accident ou dommage de toute nature qui pourraient survenir à des personnes ou à des biens du fait de son activité et ce quelle qu'en soit la cause avec renonciation de tout recours contre la CoVe. Une attestation d'assurance en responsabilité civile devra être préalablement fournie à la CoVe. La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas d'accident, d'incendie ou autre dommage de toute nature.

Article 6 : Le bénéficiaire devra respecter toutes les mesures d'hygiène, de salubrité, et veiller à la protection de l'environnement qui lui est concédé provisoirement. En tout état de cause, il devra laisser l'emplacement occupé dans un parfait état de propreté.

Article 7 : L'occupation du domaine public est consentie à titre onéreux, moyennant une redevance de 15 € nets (quinze euros) par jour. Un titre de recettes sera émis à cet effet à l'issue de la période considérée à l'article 1^{er}.

Article 8 : Toute modification des conditions tarifaires relatives à la présente occupation du domaine public sera appliquée à compter de son entrée en vigueur décidée par l'autorité compétente.

Article 9 : Le bénéficiaire peut renoncer à tout moment et de manière définitive à la présente autorisation en adressant un courrier à la CoVe indiquant la date du terme anticipé.

Article 10 : Le directeur général des services de la CoVe est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera transmis au Préfet de Vaucluse et dont une copie sera remise en main propre à l'intéressé avec accusé de réception, et affiché.

Notifié à l'intéressé le :

Fait à Carpentras, le 1^{er} mars 2024
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,



Laurent Marteau
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr